



MOZAMBIQUE

Les défis sécuritaires, politiques et géopolitiques du boom gazier

Benjamin AUGÉ

Août 2020

L'**Ifri** est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'**Ifri** est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'**Ifri** associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Le **Policy Center for the New South**, anciennement OCP Policy Center, est un *think tank* marocain basé à Rabat, Maroc, qui a pour mission la promotion du partage de connaissances et la contribution à une réflexion enrichie sur les questions économiques et les relations internationales. À travers une perspective du Sud sur les questions critiques et les grands enjeux stratégiques régionaux et mondiaux auxquels sont confrontés les pays en développement et émergents, Policy Center for the New South offre une réelle valeur ajoutée et vise à contribuer significativement à la prise de décision stratégique à travers ses quatre programmes de recherche : agriculture, environnement et sécurité alimentaire, économie et développement social, économie et finance des matières premières, géopolitique et relations internationales.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Cette note a été réalisée dans le cadre du partenariat entre l'Institut français des relations internationales (Ifri) et le Policy Center for the New South.

ISBN : 979-10-373-0212-0

Couverture : © www.presidencia.gov.mz

© Tous droits réservés, Ifri, 2020

Comment citer cette publication :

Benjamin Augé, « Mozambique : les défis sécuritaires, politiques et géopolitiques du boom gazier », *Études de l'Ifri*, Ifri, août 2020.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Benjamin Augé est chercheur associé à l'Ifri depuis juin 2010. Docteur en géographie de l'Institut Français de géopolitique (Université Paris 8), il est par ailleurs grand reporter pour le site Africa Intelligence (groupe Indigo Publications). Il enseigne la géopolitique du pétrole et du gaz en Afrique à l'Université de Nouakchott en Mauritanie ainsi qu'intervenant à l'Académie diplomatique des Pays-Bas (Clingendael).

Ses recherches se focalisent sur la gouvernance des secteurs pétrolier et gazier dans les pays africains. Il s'intéresse notamment aux conflits entre les différents acteurs (locaux, nationaux, internationaux) pour le contrôle des zones pétrolières ainsi qu'aux litiges frontaliers liés aux gisements pétroliers et gaziers. Benjamin Augé travaille également sur les relations entre le continent africain et certaines puissances extérieures (Qatar, Arabie Saoudite, Turquie, Cuba et Israël).

Résumé

- Les découvertes géantes de gaz au Mozambique, soit 160 trillions de pieds cubes (4 530 milliards de mètres cubes), vont permettre à ce pays très pauvre (6^e produit national brut [PNB] par habitant – le plus faible du continent africain) de devenir un des futurs grands producteurs de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde d’ici deux décennies.
- La plupart des *majors* occidentales et asiatiques sont théoriquement prêtes à investir plus d’une centaine de milliards de dollars (Mds de \$) dans les deux prochaines décennies pour développer ce potentiel gazier qui pourrait atteindre un volume de 60 millions de tonnes (mt) par an.
- Les inquiétudes sécuritaires liées aux activités meurtrières du groupe islamiste Al Shebab dans la zone de transformation du gaz préoccupent cependant de plus en plus les *majors*, bien en peine d’influencer la stratégie sécuritaire jusqu’alors défailante des autorités mozambicaines. Le manque de résultat de l’armée régulière pousse à l’utilisation toujours plus importante de mercenaires qui risquent de déstabiliser davantage une région sensible et prompte aux trafics d’armes et de drogue, située à la frontière avec la Tanzanie. Le mode opératoire du groupe terroriste et la réponse étatique rappellent la montée en puissance de Boko Haram au Nigeria à partir de 2010.
- Les futurs revenus du gaz qui résulteront de la production mozambicaine renforcent déjà considérablement la position du parti au pouvoir, le Frelimo, et le rendent davantage imperméable aux critiques venant des bailleurs et puissances étrangères traditionnelles. Sa gestion des dernières élections et celle de l’affaire des dettes cachées démontrent bien combien le gouvernement mozambicain se perçoit comme quasi intouchable. Il est fort probable que l’arrivée de la manne gazière soit de nature à encore accroître la mainmise du Frelimo sur la gestion du pays et à l’affaiblissement des contre-pouvoirs. Le Frelimo a tendance à se raidir en se sentant protégé par ses ressources en gaz.
- Les hésitations d’ExxonMobil sur les investissements, la situation sécuritaire qui se dégrade et la crise des hydrocarbures ne semblent pas remettre pour l’instant en cause la toute-puissance du Frelimo. Il y a finalement assez peu de chance que le parti change ses pratiques et adopte une gouvernance plus transparente, en acceptant davantage d’influence de la part des donneurs traditionnels – Banque africaine de

développement, Banque mondiale, Union européenne (UE). Alors que le poids des bailleurs était déjà très relatif sur les prises de décision lorsque le Mozambique n'avait pas découvert de gaz, il est improbable qu'avec de tels projets annoncés par les *majors*, le Frelimo entrouvre davantage la porte à un quelconque droit de regard venant de l'extérieur.

- L'absence de plan de développement et de volonté politique du Frelimo de maximiser les retombées du gaz en emplois, en contenu local, en diversification de l'économie et en industrialisation fait craindre à moyen terme une aggravation des tensions sociales et un probable ratage de la diversification économique et de l'émergence.
- La crise du COVID-19 aura comme impact principal au Mozambique de repousser de quelques mois les projets déjà signés (Total et ENI). Dans un contexte de crise des hydrocarbures, Total a tout de même réussi, courant mai, à boucler le financement de son projet en levant près de 15 milliards de dollars (Mds de \$) auprès des banques, soit les trois quarts des besoins totaux pour les deux premiers trains de GNL. ExxonMobil a cependant repoussé le lancement de ses deux trains de GNL, qui aurait dû être acté depuis 2019, pour des raisons sécuritaires, économiques et en utilisant également l'argument de la crise du COVID-19.
- L'eldorado gazier du pays a attiré *via* des *majors* d'État ou privées toutes les grandes puissances occidentales et asiatiques. L'Italie, très impliquée politiquement au Mozambique depuis près de trente ans, voit cependant sa société ENI laisser petit à petit la place à la *major* américaine ExxonMobil. Toutes les sociétés des futurs États acheteurs du GNL ont également pris des participations sur les blocs sur lesquels se trouvent des découvertes. C'est principalement le cas de l'Inde, engagé *via* des sociétés privées et publiques et avec qui les relations sont meilleures avec le président Filipe Nyusi, ancien élève d'une école de commerce du Gujarat. Le Japon et la Thaïlande sont également impliqués.
- La présence de la Chine *via* CNPC aux côtés d'ExxonMobil sur le bloc 4 n'a pas échappé au contexte de rivalité sino-américaine. L'administration Trump a tout fait pour empêcher le déblocage de prêts et garanties bancaires pour ce projet, craignant *in fine* que cela profite aux sociétés d'État chinoises. En revanche, Total profitera de près de 5 Mds de \$ de financements américains grâce à l'implication d'un grand nombre de contractants venant des États-Unis.

- Du fait d'une relation politique avec le Frelimo datant du temps de l'URSS et du combat pour l'indépendance contre le Portugal, la Russie joue un rôle militaire non négligeable dans la future zone d'implantations des infrastructures gazières de Cabo Delgado, et ce même si son implication pétrolière dans le pays demeure cantonnée à l'exploration. Quant à l'Afrique du Sud, également impliquée dans la sécurité à Cabo Delgado, son engagement pétrolier, *via* Sasol, est en baisse avec la mise en vente d'une partie de ses actifs. La relation entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, autrefois essentielle, devrait peu à peu évoluer avec l'arrivée massive de capitaux provenant de pays occidentaux et asiatiques impliqués dans le projet gazier.

Sommaire

INTRODUCTION	11
LES ENJEUX POLITIQUES ET SÉCURITAIRES	
DES PROJETS GAZIERS	13
Des projets représentant plus d'une centaine de milliards de dollars d'investissements potentiels	13
Fuite en avant économique d'une administration se sentant toute- puissante	14
Les élections de 2019 consacrent la superpuissance du Frelimo	17
Menaces sécuritaires et temporisation d'ExxonMobil	18
Le <i>local content</i> : reflet d'un Frelimo dysfonctionnel et affairiste	24
LE RÔLE DES PUISSANCES EXTÉRIEURES	
DANS LE DÉVELOPPEMENT GAZIER	27
Une relation personnelle et privilégiée avec l'Inde	28
La France cherche à renforcer ses relations tandis que l'Italie récolte les dividendes de la paix	29
L'influence russe dans le gaz et au-delà	31
La rivalité sino-américaine se retrouve à Cabo Delgado	32
Le rôle omniprésent mais en déclin de l'Afrique du Sud	33
CONCLUSION	37

Introduction

À la tête des plus importantes réserves gazières exploitables d'Afrique avec près de 160 trillions de pieds cubes¹ (4 530 milliards de mètres cubes), le Mozambique peut devenir un des plus importants exportateurs de GNL au monde dans les décennies à venir. En juin 2019, à la grande satisfaction du gouvernement au Mozambique, la société indépendante Anadarko – rachetée courant 2019 par Occidental qui a cédé des actifs africains à Total, dont ceux au Mozambique – a pris sa décision finale d'investissement en vue de construire deux trains de liquéfaction d'une capacité de 12,9 mt par an pour un début de production à l'horizon 2025. Le financement a été bouclé malgré la crise des hydrocarbures liée au COVID-19 en juillet 2020 pour un montant de 14,9 Mds de \$. Cette étape clé faisait suite à un premier développement lancé fin 2017 par ENI d'un *Floating Liquefied Natural Gas* (FLNG) de 3,4 mt dont la mise en service est encore aujourd'hui annoncée pour 2023 mais qui pourrait probablement être décalée avec les conséquences de l'épidémie du COVID-19.

Cependant, ces deux décisions, prises dans une période d'euphorie, s'inscrivent dans un contexte politique, sécuritaire (islamisme radical) et *in fine* géopolitique qui s'est fortement dégradé depuis maintenant plus de deux ans dans le pays. Le président Filipe Nyusi, réélu à la fin 2019 dans des conditions très difficiles, comme nous le verrons, se comporte comme si ses immenses ressources en hydrocarbures lui permettaient d'ignorer toutes pressions venant de l'extérieur. En effet, les bailleurs (Fonds monétaire international [FMI], Banque mondiale) et puissances traditionnelles occidentales dans le pays (Union européenne [UE], Norvège, États-Unis) perdent petit à petit du terrain face au retour en force de la Chine et de la Russie, autres relais historiques du parti au pouvoir Frelimo (fondé en 1962), en charge des affaires de l'État depuis l'indépendance du Mozambique en 1975. La Chine et la Russie sont beaucoup moins exigeantes sur la gouvernance du développement gazier, le respect des droits humains et le comportement de l'armée et des services de renseignement, qu'ils appuient abondamment.

1. Volume obtenu en additionnant les chiffres d'Anadarko (75 tcf), disponibles sur : www.anadarko.com, et ceux d'ENI (85 tcf), disponibles sur : www.eni.com.

La situation sécuritaire du Mozambique est devenue tellement préoccupante qu'il est aujourd'hui difficile de prédire quand le projet d'ExxonMobil de 15,2 mt *via* deux trains de liquéfaction sera finalement lancé. La crise du COVID-19 n'est certainement pas de nature à arranger le calendrier mais tous les ingrédients d'un report *sine die* étaient déjà bien en place à la fin 2019. Si le Mozambique s'arrête, au moins dans un premier temps, à ces deux développements déjà décidés, il ne sera qu'à la moitié du débit GNL nigérian. L'incertitude demeure sur cet énorme projet d'ExxonMobil (23 Mds de \$) qui ne doit d'ailleurs être qu'une étape avant d'engager d'autres investissements pouvant dépasser les 100 Mds de dollars pour atteindre l'objectif de produire jusqu'à 60 mt de gaz par an.

Cette étude se propose de traiter les enjeux du gaz au Mozambique à deux niveaux. Le premier sera d'ordre interne avec le décryptage des difficultés politiques du gouvernement à Maputo et sécuritaires dans la future zone gazière de Cabo Delgado à l'extrême nord du pays. Cette partie veillera aussi à montrer combien la gouvernance de ce secteur tâtonne avec des choix discutables notamment au sujet du contenu local qui a pourtant un impact direct sur les questions sécuritaires et économiques. Ce contexte national est également rendu possible par le fait que le gouvernement se comporte comme s'il était tout-puissant, sentiment largement amplifié par la découverte de ces gisements géants de gaz.

Le second niveau d'analyse veillera à expliquer les immixtions des puissances étrangères *via* ce secteur des hydrocarbures dans lequel elles sont engagées à travers leurs compagnies énergétiques : aussi bien les grandes *majors* occidentales comme Total (France), ExxonMobil (États-Unis), ENI (Italie), Galp (Portugal), que les géants asiatiques CNPC (Chine), Bharat et Oil India (Inde), Mitsui (Japon), Kogas (Corée du Sud), PTTEP (Thaïlande) et Rosneft (Russie) ont des projets dans le pays. Pour ces États, il s'agit, à des niveaux différents, de s'assurer que ces investissements seront bien protégés et de nouer des relations spéciales avec le pouvoir. Il en résulte une certaine complaisance de leur part vis-à-vis du parti Frelimo, lui-même renforcé dans sa stratégie d'hégémonie au sein d'un pays où l'espace démocratique se restreint rapidement. Enfin, l'étude montrera que les rivalités internationales structurantes comme celles entre la Chine et les États-Unis ont également un impact direct sur certains projets gaziers dans le pays.

Les enjeux politiques et sécuritaires des projets gaziers

Des projets représentant plus d'une centaine de milliards de dollars d'investissements potentiels

La banque sud-africaine Standard Bank, l'une des plus impliquées dans les études sur le gaz au Mozambique et l'un des conseils d'Anadarko – bloc 1 désormais sous la responsabilité de son opérateur Total –, a publié une étude particulièrement complète en mars 2019 sur les potentiels du projet². Il estime que le PNB du Mozambique pourrait grossir annuellement de 15,4 Mds de \$ (soit un doublement de celui d'aujourd'hui de l'ordre de 15 Mds de \$). Les deux projets de Total et ENI/ExxonMobil seront capables de générer à eux seuls de 4 à 5 % de croissance économique chaque année à partir de la mise en exploitation. Le site de production à Afungi dans la province de Cabo Delgado va nécessiter de 52 à 57 Mds de \$ d'investissement ce qui en fera le projet le plus cher du monde sur un seul site en dehors des projets spatiaux et de celui de Gorgon LNG en Australie (54 Mds de \$). Standard Bank prévoit plus de 128 Mds de \$ d'investissement au total dans la province et la banque souligne qu'un seul autre exemple de concentration de développement dans une seule province existe : Guangdong en Chine.

Tableau 1 : Projets en cours de développement

Permis gaziers	Opérateurs	Investissements déjà actés	Production déjà décidée	Premier gaz
Bloc 1	Anciennement Anadarko puis Total depuis 2019	Deux trains de 23 Mds de \$	12,9 mt/an	2024-2025
Bloc 4	Partenariat entre ENI et ExxonMobil	Un <i>floating liquefied natural gas</i> (FLNG) pour 4,7 Mds de \$	3,4 mt/an	2022-2023

Source : Total, ExxonMobil.

2. Standard Bank, « Rovuma LNG Project: Macroeconomic Study », 19 mars 2019.

Standard Bank se risque à donner des chiffres au sujet de la création d'emplois : quelque 700 000 emplois directs et indirects d'ici 2035 dans un pays de 30 millions d'habitants (ce qui dépendra de l'ampleur du *local content* et des solutions techniques choisies). De 2013 à 2035, Standard Bank projette que le produit intérieur brut (PIB) par habitant du Mozambique pourrait être multiplié par huit, atteignant 4 500 dollars (\$) par tête, soit le niveau actuel de l'Azerbaïdjan ou de l'Albanie, alors qu'aujourd'hui le pays demeure trois fois plus pauvre que la moyenne africaine.

Ces chiffres expliquent en partie le sentiment de toute-puissance du Frelimo qui pense avoir les moyens de gager ses futurs revenus auprès de banques. À la mi-2020, les conséquences de cette fuite en avant sont profondes. La dette extérieure atteint 14,7 Mds de \$ soit 113 % du PIB alors même que ce pourcentage atteignait à peine 54 % en 2013³. Elle pourrait atteindre 130 % en 2022 selon des estimations d'avant crise du COVID-19. La croissance s'est largement tassée ces dernières années, passant d'une moyenne de 6,7 % en 2015 à 3,7 % entre 2016 et 2018, et ce pourcentage a même atteint seulement 1,9 % en 2019 du fait notamment des ouragans Idai et Kenneth qui ont dévasté le sud et le centre du Mozambique, tuant plus de 1 000 personnes. En 2020, la croissance économique était prévue par la Banque africaine de développement (BAD) à 5,8 % mais le COVID-19 a modifié en profondeur cette prévision.

Les premiers revenus issus du FLNG d'ENI ne se feront pas ressentir au mieux avant 2026-2027 – l'embarcation ne devrait pas être capable de produire avant 2023 voire 2024. De plus, les premières années, le produit de la vente du gaz servira principalement au remboursement des investissements déjà consentis par les opérateurs. Il va donc falloir attendre encore plusieurs années avant de voir une amélioration significative des indicateurs macroéconomiques.

Fuite en avant économique d'une administration se sentant toute-puissante

La découverte d'importantes ressources minières ou en hydrocarbures a toujours d'importantes conséquences politiques pour les États hôtes. L'une d'entre elles est le renforcement des régimes en place qui peuvent gager les futures réserves pour obtenir immédiatement des fonds et/ou vendre de

3. « Factbox: Mozambique Debt Crisis - What Does the Country Owe, and to Whom? », Reuters, 9 septembre 2019.

nouveaux permis d'exploration donnant lieu à d'importants bonus de signature. Cet afflux de fonds peut aussi permettre à des régimes d'acheter la paix sociale en consentant certains avantages à la population – subventions sur les produits de consommation courante – ou alors acquérir de l'armement et accroître les capacités de renseignement pour contrôler les populations et éviter d'éventuels coups d'État. C'est par exemple le cas d'Idriss Déby au Tchad qui a pu lutter contre les coups de force répétés venant du Soudan voisin grâce à l'argent du pétrole de Doba produit par ExxonMobil et Petronas à partir de 2003⁴. En 2009, le budget militaire correspondant à 6,2 % du PNB soit quelque 242 millions de \$.

Dans le cas du Mozambique, il apparaît que les découvertes au large de la province de Cabo Delgado à partir de 2010 ont contribué à renforcer la mainmise et l'impunité du Frelimo. Ce parti-État est au pouvoir depuis l'indépendance en 1975. Si ce phénomène de quasi-impunité n'a pas forcément été visible lors des premières années de la présidence d'Armando Guebuza (2005-2015), il a largement été illustré quelques années plus tard lors du scandale des dettes cachées, dont la révélation se fera bien après le départ du président Armando Guebuza et provoquant l'inquiétude des bailleurs du pays⁵. En avril 2016, le *Wall Street Journal* publie un article sur l'affaire entraînant immédiatement l'arrêt de tous les projets du FMI dans le pays⁶. Cependant, le nouveau président Filipe Nyusi, membre de la commission politique du Frelimo (la plus haute instance du parti), comme son prédécesseur, est loin d'avoir été diligent afin d'éclaircir cette affaire. Et pour cause : il était ministre de la Défense de 2008 à 2015. De plus, le ministre de la Défense qui l'a nommé à son arrivée au pouvoir en 2015, Salvador Mtumuke était inspecteur général de ce même ministère depuis le milieu des années 1990⁷.

Cet épisode démontre combien les membres du Frelimo se soutiennent mutuellement, en particulier ceux nommés à son organe suprême, la commission politique, dans laquelle Filipe Nyusi a côtoyé

4. Selon les chiffres du centre de recherche suédois spécialiste des questions de défense (Stockholm International Peace Research Institute, SIPRI), le budget de l'armée/défense au Tchad est passé de 34 millions de \$ en 2002 – soit avant l'arrivée du pétrole – à 50 millions de \$ en 2004, 223 millions de \$ en 2006 et 738 millions de \$ en 2009 (soit les pires années de guerre civile). L'accroissement de la production et des cours sur le marché international ont favorisé l'augmentation des dépenses militaires, disponible sur : www.sipri.org.

5. Les bailleurs réunis autour du G14 comme l'UE, la Banque africaine de développement, Banque mondiale, le Canada, ainsi que 10 pays européens – dont la France – abondent directement le budget de l'État au Mozambique. En 2016, ce transfert direct d'argent représentant 12 % du total soit 467 millions de \$.

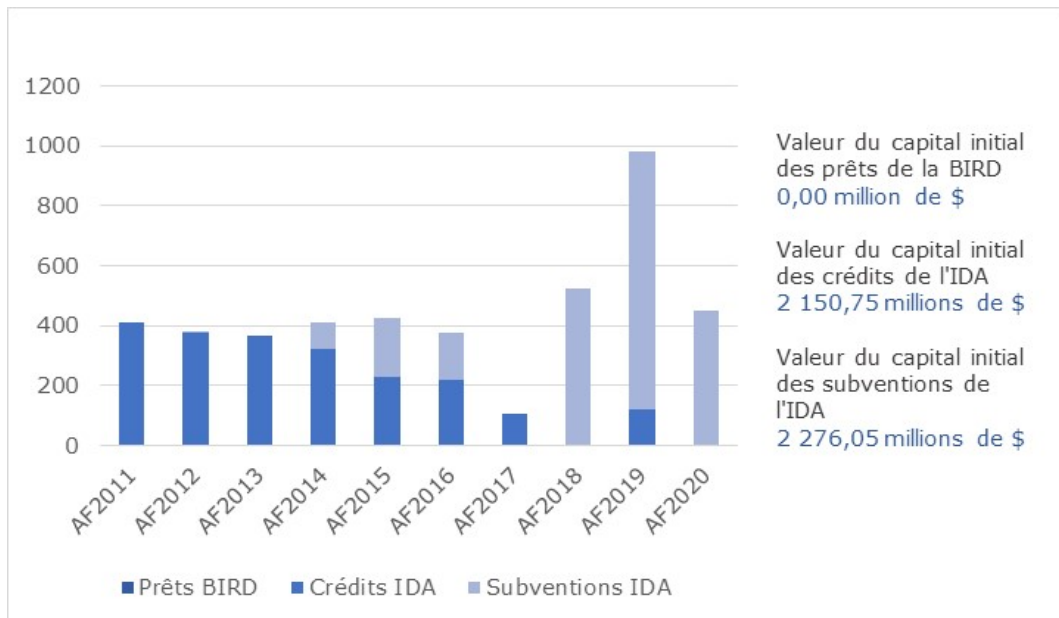
6. « Tuna and Gunships: How \$850 Million in Bonds Went Bad in Mozambique », *Wall Street Journal*, 3 avril 2016.

7. T. Coloma et L. Fauvel, « La crise financière du Mozambique, un pays modèle remis en cause », *Notes de l'Ifri*, Ifri, juillet 2017.

Armando Guebuza pendant de longues années. La commission d'enquête parlementaire mozambicaine formée en 2016 n'a pas non plus fait preuve d'une forte mobilisation afin de désigner les cadres du régime ayant été impliqués dans cette affaire de corruption. Et pour cause, seul un membre de l'opposition faisait partie de cette commission d'enquête. Pourtant, Armando Guebuza n'a pas choisi Filipe Nyusi, ils ne sont ni de la même région, ni du même courant au sein du parti. Mais au sein du Frelimo, il est naturel de se protéger les uns les autres, comme cela est souvent le cas dans les organisations parvenues au pouvoir par les armes – guerre d'indépendance de 1964 à 1975 puis guerre civile jusqu'en 2002. Le cabinet d'intelligence économique Kroll a rendu en mai 2017 un rapport commandé par le FMI afin d'éclaircir le système des dettes cachées. Le Mozambique a poursuivi sa stratégie d'attentisme, les enquêtes lancées par le procureur en janvier 2018 n'ont pour la plupart pas abouti. Comme la Justice mozambicaine n'a pas avancé assez vite, c'est à l'étranger que les investigations ont prospéré concernant notamment l'ex-ministre des Finances Manuel Cheng. Après le lancement d'une procédure par le Département de la justice américain (DOJ) qui s'est autosaisi du dossier, étant donné qu'une partie des fonds avaient transité par des banques à New York, Manuel Cheng a été arrêté en 2019 en Afrique du Sud. Il pourrait être extradé vers les États-Unis.

La question du gaz est directement liée à ces dérives du parti au pouvoir qui se sent capable de faire ce qu'il souhaite en gageant ses prêts sur des revenus gaziers futurs (cas des dettes cachées de 2013). Et cela paie. En effet, du côté des donneurs, en dehors de 2017 où les décaissements ont incontestablement baissé, ils ont repris de plus bel en 2018, atteignant même des records historiques en 2019 (afin de pallier les conséquences des cyclones Idai et Kenneth) comme le montre le tableau 1.

Tableau 1 : Prêts et dons de la Banque mondiale au Mozambique entre 2011 et 2020. Montant des prêts par année fiscale (engagements, millions de \$).



Source : Banque mondiale, données du 30 avril 2020.

L'objectif de ces quelques incarcérations est de donner à croire aux donateurs que le parti a compris qu'il était allé trop loin. En réalité, il est évident que le Frelimo veut faire traîner le processus judiciaire au maximum. Une partie de la stratégie du pouvoir consiste à attendre que tous les diplomates en poste lors des révélations des dettes cachées en 2016 soient partis de Maputo. La pression sur le pouvoir mozambicain se sera alors largement dissipée lorsque de nouveaux diplomates auront pris leur fonction. Ces derniers étant soucieux de nouer de bonnes relations avec un État disposant d'opportunités économiques très significatives dont celles générées par le secteur du gaz.

Les élections de 2019 consacrent la superpuissance du Frelimo

Ce sentiment de surpuissance du Frelimo s'est également illustré lors des élections d'octobre 2019 lors desquelles le parti et Filipe Nyusi ont été victorieux dès le premier tour avec 73 % des suffrages. En 2015, le candidat Filipe Nyusi avait seulement atteint 46 % au premier tour puis 68 % au deuxième tour. Or, cette fulgurante progression – également constatée pour les législatives lors desquelles le Frelimo a gagné 40 sièges de plus qu'en 2015 – n'est pas le résultat, loin de là, d'une popularité grandissante du parti-État. En 2018, lors des élections municipales d'octobre 2018, le

Frelimo n'avait obtenu que 51,7 % des voix avec une forte participation⁸ de 60 %. Il avait alors décidé de réagir en mettant tout en œuvre pour garantir une victoire franche en 2019. Pari réussi. Si l'Union africaine n'a pas critiqué le processus *via* le président de la mission d'observation, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, l'UE a émis de sérieux doutes sur le scrutin du fait notamment de l'utilisation par le Frelimo des moyens de l'État pour faire campagne. Bruxelles a également dénoncé les intimidations massives des soutiens du Frelimo vis-à-vis de l'opposition⁹. Ossufo Momade, le candidat de la Renamo, qui a succédé au dirigeant historique Afonso Dhlakama lors de son décès en 2018, en a largement fait les frais¹⁰. La plus grave manipulation concerne la province de Gaza dans laquelle la National Elections Commission (NEC) a enregistré 1,1 million de personnes en âge de voter soit 82 % de la population totale de la province issue du recensement de 2017. Cela conduirait à penser que seuls 18 % des habitants de cette province sont âgés de moins de 18 ans alors même que la moyenne nationale concernant cette tranche d'âge est de 53 %. Cette province pro-Frelimo a ainsi gagné neuf sièges de députés grâce au gonflement artificiel de sa population au détriment de provinces davantage pro-opposition telles que Nampula, Zambezia et Sofala. Le directeur du National Statistics Institute, Rosario Fernandes, a démissionné en août 2019 – sous la pression directe de Filipe Nyusi – après avoir réaffirmé l'exactitude des recensements. Le chiffre de 1,1 million de votants enregistrés à Gaza ne devrait pas être atteint avant 2040.

Ce contexte politique a été rendu possible par le même sentiment de toute-puissance que la future rente gazière conférerait au Frelimo. Ce dernier s'est dit que c'est sous ce mandat 2020-2025 que les premiers projets allaient commencer à produire et qu'il fallait s'assurer, par tous les moyens, des pleins pouvoirs lors des élections de 2019.

Menaces sécuritaires et temporisation d'ExxonMobil

La machine du Frelimo, contrôlant l'appareil étatique, a peu à peu été gagnée par une certaine nervosité concernant le développement gazier. La

8. J. Hanlon, « Mozambique Political Process Bulletin », n° 35, 4 juillet 2019.

9. « EU Criticises 'Unlevel Playing Field' in Mozambique Election », *Al Jazeera*, 19 octobre 2019, disponible sur : www.aljazeera.com.

10. À ce sujet, voir le compte rendu de la conférence de l'Ifri *Le Mozambique en crises*, à Paris, le 23 janvier 2020 : N. Weigink (Université d'Utrecht) et M. Cahen (LAM Bordeaux), « La Renamo comme parti politique armé : une analyse de ses (anciens) combattants et la campagne électorale de 2019 », disponible sur : <https://afriquedecryptages.wordpress.com>. Voir également : E. Morier-Genoud, « The Jihadi Insurgency in Mozambique: Origins, Nature and Beginning », *Journal of Eastern African Studies*, 2020.

raison principale est l'ampleur toujours grandissante du phénomène d'islamisme radical dans la province gazière de Cabo Delgado située à la frontière avec la Tanzanie. Si les premières attaques ont débuté en 2017, elles ont pris une dimension inédite à partir de 2019¹¹. Le groupe, déjà en activité dans le prosélytisme religieux dès 2015, se présentant sous l'acception Al Shebab comme en Somalie ou parfois sous le nom d'Ansar Al Sunna, a d'abord frappé des institutions étatiques dans la ville de Mocimboa da Praia – à 100 kilomètres des installations gazières – le 5 octobre 2017. Une partie significative des membres du groupe ont des liens avec la Tanzanie et détiennent parfois même le passeport tanzanien. Historiquement, les imams tanzaniens ont toujours été présents à Cabo Delgado et principalement à Mocimboa da Praia¹². Certains des membres de ce groupe ont également étudié le Coran en Somalie. Les raisons de cet enracinement d'Al Shebab dans cette région sont en partie à chercher du côté de l'appauvrissement de la population, de l'absence de service public et de perspectives pour la jeunesse. De plus, la communauté à majorité chrétienne des Maconde – actuellement au pouvoir avec Filipe Nyusi – marginalise une autre des principales communautés de Cabo Delgado : les Mwani. Cette dernière à dominante musulmane se sent exclue, ce qui favorise la radicalisation de sa jeunesse. En 2017, un groupe religieux communautaire s'est transformé en un groupe militaire politique attaquant les symboles de l'État mozambicain, traditionnellement laïc de par l'idéologie marxiste du Frelimo. Le 5 octobre 2017, trois postes de police de Mocimboa da Praia sont ainsi pris pour cible tuant 17 personnes. Le gouvernement, plutôt désemparé, ordonne assez rapidement la fermeture de mosquées – même si la plupart des membres du mouvement ne prient pas dans les mosquées officielles¹³. Les forces de sécurité mozambicaines font aussi des raids, comme le 29 décembre 2017, dans le village de Mitumbate où 50 personnes sont tuées, dont certains membres de la secte. En 2018, les exactions s'accroissent. Pas un mois ne passe sans que des massacres de civils mozambicains – parfois décapités – ou des bâtiments de l'État ne soient pris pour cible.

11. À ce sujet, voir le compte rendu de la conférence de l'Ifri *Le Mozambique en crises* à Paris le 23 janvier 2020 : S. Chichava (Institute of Social and Economic Studies – IESE), « Est-ce que le Frelimo a créé l'Al Shabaab ? Les élections mozambicaines vues de Cabo Delgado » ; S. Forquilha (Institute of Social and Economic Studies - IESE) et E. Morier-Genoud (Université Queen's de Belfast), « Deux ans d'insurrection au nord Mozambique. Que sait-on des insurgents, leurs origines et des dynamiques à l'œuvre ? » ; R. Conrado (LAM Bordeaux), « L'hypothèse d'un "État fragile" et l'insurrection islamiste au Mozambique : une réflexion à partir de Cabo Delgado », *Afrique Décryptages*, disponible sur : <https://afriquedecryptages.wordpress.com>.

12. S. Habibe, S. Forquilha et J. Pereira, « Islamic Radicalization in Northern Mozambique: The Case of Mocimboa da Praia », *Cadernos IESE*, n° 17, 2019.

13. *Ibid.*

L'année 2019 marque une nouvelle étape dans l'aggravation de la situation, en particulier pour les pétroliers sur place (voir carte 1, p. 23). Un employé de la firme de construction Gabriel Couto – notamment en charge de la piste d'atterrissage de la zone GNL d'Afungi – est assassiné le 21 février sur la route pour rejoindre la zone de construction¹⁴. C'est la première fois qu'un des contractants est directement touché. L'incurie sans cesse de plus en plus palpable de l'armée mozambicaine et des renseignements entraîne le pays à signer de multiples contrats de sécurité avec des firmes de mercenaires. Le pays contacte d'abord en février 2018 la société Frontier Service Group, d'Erik Prince – fondateur de la firme Blackwater –, puis en septembre 2019 la société russe Wagner de mercenariat qui obtient rapidement quelques résultats avant que quatre de ses membres soient à leur tour décapités le 27 octobre et que la vidéo de ces exécutions ne soit postée en ligne.

Le passage d'attaques sur des civils ou des militaires mozambicains à la conquête de territoire en 2020, à l'image de ce qu'a pu faire précédemment l'État islamique en Syrie et en Irak démontrent que le mouvement gagne du terrain. Le 23 mars 2020, la ville de Mocimboa da Praia est occupée toute une journée lors de laquelle de la nourriture est distribuée à la population. Mocimboa de Praia est située à moins d'une heure de voiture d'Afungi¹⁵. S'ils en repartent, sans combattre, le soir même, les membres du groupe démontrent leur supériorité sur les forces mozambicaines. Fin mars, à nouveau, la ville de Quissanga tombe. Voyant qu'elle perd du terrain, y compris avec l'aide de Wagner, l'armée se voit adjoindre un nouveau soutien avec le firme sud-africaine Dyck Advisory Group, tout en s'appuyant sur des aides de l'armée russes déployées depuis septembre 2019¹⁶. Le 10 avril, un des hélicoptères du Dyck Advisory Group est détruit en vol. Le 27 avril, le groupe se rapproche de Pemba, capitale de Cabo Delgado, mais est freiné par l'armée mozambicaine et le Dyck Advisory Group. Al Shebab poursuit sa stratégie d'occupation, y compris sur des sites et carrefours stratégiques pour le transport. C'est le cas notamment sur la route N380, seul moyen de rejoindre Pemba – plus grand aéroport de la province – à la ville de Palma à proximité de laquelle se trouve la péninsule gazière d'Afungi. Depuis février 2020, la piste d'atterrissage d'Afungi a été terminée par la société portugaise Gabriel

14. « Mozambique. Couto, partenaire d'Anadarko, dernière victime de l'insécurité », *Africa Energy Intelligence*, n° 836, 12 mars 2019.

15. « Mozambique. *Time bomb* sécuritaire : les états-majors d'ExxonMobil/Total sonnent l'alarme », *Africa Intelligence*, 31 mars 2020.

16. « Mozambique/Russie. Moscou veut être le bouclier des pétroliers au Cabo Delgado », *Africa Intelligence*, 9 mars 2020.

Couto¹⁷ et les petits avions en provenance de Pemba peuvent enfin atterrir, évitant ainsi la N380, devenue depuis déjà plusieurs mois quasi impraticable.

Sur le plan géopolitique, la mauvaise entente des présidents Filipe Nyusi et de son homologue tanzanien John Magufuli rend la situation sécuritaire encore plus complexe. Une partie significative des membres de la secte viennent de la Tanzanie ou sont passés par la Tanzanie sans que l'appareil sécuritaire de ce pays les en empêche¹⁸. Il semble difficile d'envisager une lutte efficace sans partenariat avec le voisin immédiat. Et ce d'autant plus que la Tanzanie peut être utilisée comme base arrière, tout comme Boko Haram a utilisé le territoire nigérian, camerounais et tchadien pour éviter l'armée nigériane.

Cette aggravation de la situation sécuritaire a des conséquences sur le développement des projets gaziers. Les décisions d'ExxonMobil de lancer son projet de deux trains sont scrutées avec beaucoup d'attention. La *major* américaine était censée prendre sa décision finale d'investissement en 2019 mais le pétrolier a fait valoir auprès du gouvernement plusieurs raisons pour la reporter. D'abord, la nécessité de faire baisser le coût des deux trains – initialement de 30 Mds de \$, ExxonMobil souhaite se rapprocher des 20 Mds de \$ – en commandant de nouvelles études. Le type de train qu'ExxonMobil souhaite développer n'existe pour le moment qu'au Qatar, où la *major* opère ces mêmes trains 6 et 7 *via* RasGas depuis 2009. Cependant, si la baisse des coûts est un sujet important, la raison principale semble être liée à l'aspect sécuritaire de la zone. ExxonMobil serait très réservée sur les méthodes du gouvernement mozambicain et son utilisation importante de mercenaires russes et sud-africains. ExxonMobil préférerait ainsi repousser toute décision d'investissement malgré la signature d'un certain nombre de contrats de services déjà validés¹⁹. Les conséquences de l'épidémie du COVID-19 ont ainsi servi de prétexte pour différer un projet très coûteux sur lequel planaient déjà de nombreuses inconnues. Le cours de la Bourse du mastodonte américain à New York est passé de 70 \$ l'action au 2 janvier 2020 à 40 \$ en août avec un point bas à 32 \$ le 20 mars. Et pour cause, si tous les pétroliers ont été touchés par cette crise du COVID-19 pendant laquelle la consommation mondiale s'est

17. « Mozambique. Afungi/sécurité : Total peut désormais compter sur les airs », *Africa Energy Intelligence*, 17 mars 2020.

18. En mai 2020, le président tanzanien John Magufuli a envoyé ses troupes à la frontière avec le Mozambique afin d'éviter une trop grande porosité entre Al Shebab et un autre mouvement islamiste tanzanien Al Sunnah Wa Jama'ah. Source : « Fears Mount over Mozambique Insurgency », *Upstream*, 10 juillet 2020.

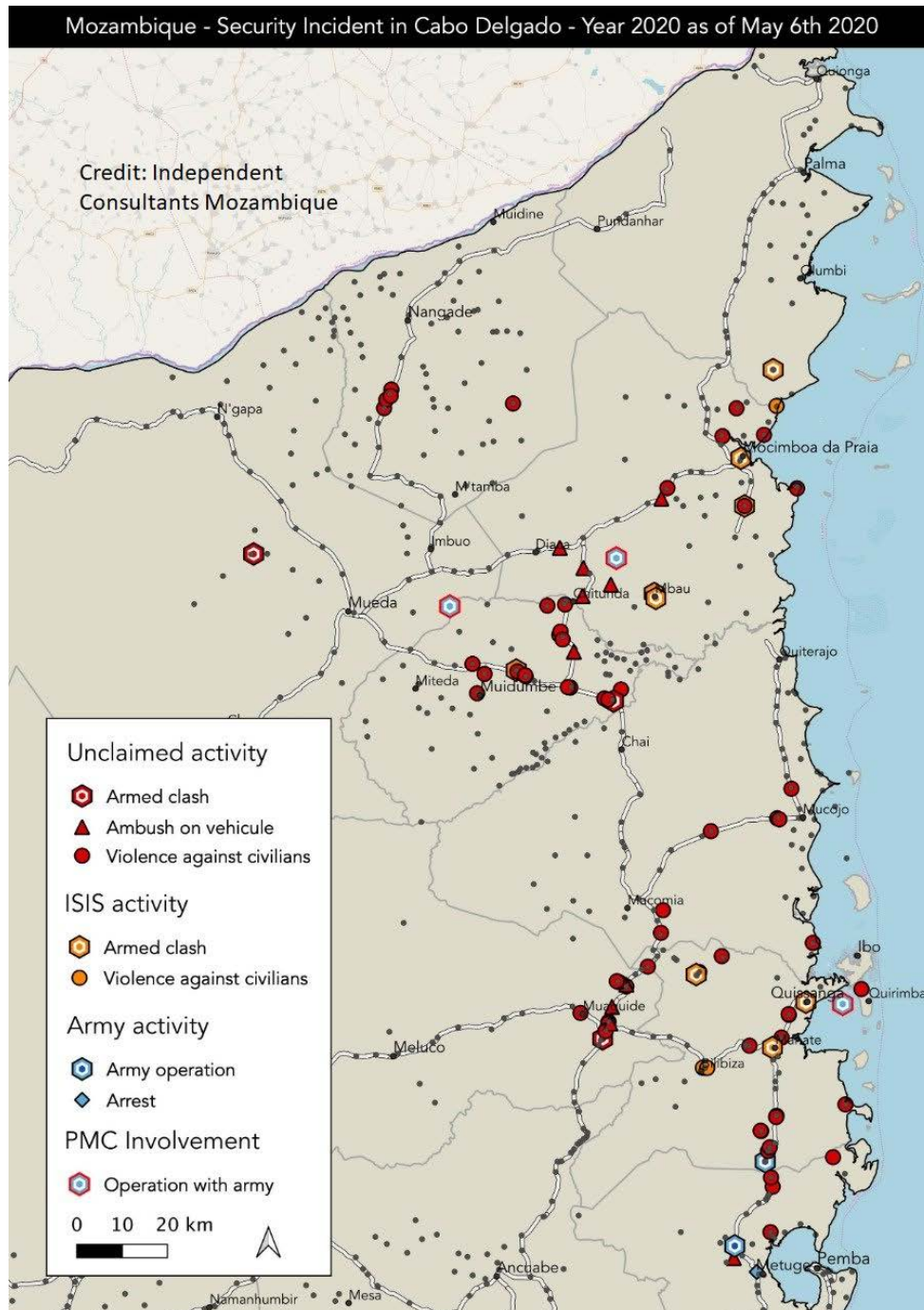
19. La construction des trains a déjà fait l'objet en 2019 d'une *limit notice to proceed* avec le consortium JGC/Fluor/Technip. Cela veut dire qu'ExxonMobil a déjà dépensé des dizaines de millions de dollars en études avec ces trois firmes.

effondrée de 29 % en mai 2020 par rapport à mai 2019, ExxonMobil a été particulièrement touchée par la chute des prix du pétrole et gaz de schiste américain. ExxonMobil est très exposé à ce type d'hydrocarbures non conventionnels depuis son rachat en 2009 pour 41 Mds de \$ de XTO. Le groupe a d'ailleurs perdu 610 millions de \$ au premier trimestre 2020²⁰, une situation que le pétrolier n'avait pas connu depuis plus de trente ans. Il est ainsi, aujourd'hui, impossible de déterminer avec certitude quand ExxonMobil prendra la décision finale d'investissement sur ses deux premiers trains de liquéfaction. Officiellement, le lancement est reporté à 2021²¹. De plus, depuis 2019, les partenaires du bloc 4 (ExxonMobil qui détient 25 % du bloc 4, aux côtés d'ENI avec 25 %, tout comme Total avec 26,5 %) seraient en discussion pour alléger leur exposition financière et céder une partie de leurs actifs mozambicains. En dépit de la crise du COVID-19, Total avance et la mise en service est prévue pour 2024-2025.

20. « Exxon, Chevron Slam Brakes on Shale as Oil Demand Tumbles », Reuters, 1^{er} mai 2020, disponible sur : www.reuters.com.

21. « Fresh Target Date for ExxonMobil's Rovuma LNG Sanction in Mozambique », *Upstream*, 30 avril 2020.

Carte 1 : localisation des actes de violence des groupes islamistes à Cabo Delgado.



Source : Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED), disponible sur : <https://acleddata.com>.

Le *local content* : reflet d'un Frelimo dysfonctionnel et affairiste

Le Frelimo a la réputation d'être plutôt pro-business malgré son ADN marxiste qu'il a cependant officiellement abandonné dès 1989 lors du 5^e congrès, privilégiant le « socialisme démocratique ». Le Frelimo fait adopter en 1990 une nouvelle Constitution où la référence au terme « populaire » dans République populaire du Mozambique, disparaît. Le parti écarte aussi peu à peu tous ses membres de premier plan considérés comme trop idéologiques pour les remplacer par des politiciens sans attache à une quelconque forme de socialisme, le business roi peut ainsi s'épanouir sans contrainte. Contrairement à certains de ses voisins comme la Tanzanie où la relation entre le secteur privé et le pouvoir est teintée de grande méfiance depuis le règne de Julius Nyerere (1964-1985), les dirigeants au Mozambique sont connus pour être capables de faire des « deals », pas forcément favorables au pays mais très favorables à certains des membres éminents du Frelimo.

Dans le secteur du gaz, cette capacité à signer des accords a également été démontrée. Alors que les découvertes du gaz au large de Cabo Delgado ont été mises au jour à partir de 2010, dans un pays sans grande culture et compétence sur les sujets hydrocarbures²², la première décision d'investissement a été prise en 2017 par ENI sur son FLNG (le premier commandé en Afrique, même si la transformation rapide d'une embarcation existante en FLNG a été mise en activité au Cameroun dès 2018²³). Ces sept années représentent finalement assez peu de temps. ENI n'aurait d'ailleurs pas souhaité aller plus vite. Le pétrolier italien a dû faire plusieurs campagnes de forages, qui se sont toutes avérées très positives, puis il a dû faire de longues études afin de déterminer la meilleure manière de développer les réserves dont une partie se situe de part et d'autre des blocs 1 et 4. Ce n'est donc pas l'État à proprement parler qui a repoussé une quelconque décision. Bien au contraire, le Frelimo et ses dirigeants, notamment dans le comité central, ont vu dans ce nouveau secteur des opportunités d'affaires. Cet état d'esprit est d'autant plus présent que le chef de l'État depuis 2015, Filipe Nyusi, est issu de la province de Cabo Delgado et que ses parrains en politique sont les hommes les plus influents

22. Les gisements de Pande et Temane découverts dans les années 1970 dans la province d'Inhambane, ont été mis en production en 2004. Du fait de la taille très limitée de ces réserves dont le débit est envoyé par gazoduc vers l'usine sud-africaine de Secunda, on ne peut pas prétendre que ce développement ait entraîné une culture des hydrocarbures dans le pays. Jusqu'à aujourd'hui, le pétrole et le gaz sont rattachés au ministère des Mines et de l'Électricité, montrant bien l'absence de spécificité du secteur.

23. « Golar's Cameroon FLNG Project Starts Commercial Operations », Reuters, 4 juin 2018, disponible sur : www.reuters.com.

du parti depuis plusieurs décennies. C'est le cas de l'ancien ministre de la Défense et héros de la guerre d'indépendance contre les Portugais, Alberto Chipande. Ou encore de l'ancien Premier ministre Raimundo Pachinuapa, tous deux natifs de Cabo Delgado. Ces deux personnalités ont ainsi multiplié la création de sociétés de services afin d'être prêtes le jour où les *majors* allaient lancer leur projet de développement. C'est notamment le cas du fonds Quionga Energia que les deux hommes ont créé en 2014 afin d'investir dans le secteur du gaz avec d'autres pontes du Frelimo²⁴. Chipande a également fondé Petroinveste Mozambique avec l'ancien ministre des Finances Abdul Magid Osman (ex-administrateur de Galp).

Cependant, malgré la présence d'hommes d'affaires de premier plan souhaitant s'imposer sur les projets gaziers dans les services, le gouvernement mozambicain a très peu porté son attention sur les problématiques de contenu local. Aucune loi à ce sujet n'a été votée. L'organe de régulation du secteur pétrolier, l'Instituto Nacional de Petroleo (INP), chargée de faire respecter les règles dans les hydrocarbures ne peut s'appuyer que sur un simple décret-loi du 2 décembre 2014, jamais discuté au Parlement et seulement adopté en Conseil des ministres. Ce document prévoit sur deux pages *via* l'article 10 les règles générales liées au contenu local. Ce décret-loi ne s'applique qu'aux blocs 1 et 4, là où se trouvent la quasi-totalité des découvertes du pays. Depuis lors, plusieurs organismes, à l'instar du patronat mozambicain Confederação das Associações Económicas, tentent de pousser pour davantage de régulations et d'incitations afin de favoriser les firmes locales. La réalité est que l'INP n'a qu'une petite équipe en charge de ce sujet, pourtant essentiel afin d'aider les hommes d'affaires mozambicains à avoir accès à du business dans ce secteur. Devant l'inefficacité de l'organe de régulation, le président Nyusi a d'ailleurs créé début 2020 une *task force* dirigé par un conseiller du ministre des Ressources naturelles, Henrique Cossa²⁵, dont le rôle sera de réfléchir au moyen d'accélérer l'ampleur du contenu local. La Banque mondiale va d'ailleurs financer le travail d'un cabinet conseil sur les problématiques de contenu local. Cependant, cette prise de conscience est tardive alors que le FLNG d'ENI sera livré en 2022-2023 et les premiers trains de Total en 2024-25.

Il convient de noter que les impératifs de *local content* ne sont pas ambitieux.

24. « Mozambique. Gaz et énergie : comment Chipande a profité à plein de la présidence Nyusi », *Africa Energy Intelligence*, 9 avril 2019.

25. « Mozambique. Gaz : Nyusi toujours désemparé sur le *local content* au grand soulagement de Total/Exxon », *Africa Energy Intelligence*, 8 mai 2020.

En dépit du *Gas Master Plan* de 2014, financé par la Banque mondiale²⁶, peu de projets ont été validés par l'INP. Jusqu'à maintenant, seules trois sociétés ont obtenu des contrats pour des projets visant à utiliser le gaz localement. Yara International (Norvège) devrait exploiter une usine de production de fertilisant (1,2 mt) avec 80 millions de pieds cubes par jour. La *major* anglo-néerlandaise Shell a également remporté un projet de *Gas to liquids* et enfin la société kenyane GLA devrait monter une centrale de 250 mégawatts (MW). Aucune de ces infrastructures n'est toutefois en cours de développement à la mi-2020.

La volonté du Frelimo a ainsi été clairement de favoriser l'arrivée le plus rapide possible d'argent frais, et pour ce faire de mettre le moins de normes et contraintes aux pétroliers. Le contenu local n'a pas non plus été poussé à outrance car les dirigeants du Frelimo auront leur part, mais ne souhaitent pas forcément le développement d'un tissu d'entreprises susceptibles de les concurrencer. Le retard pris par ExxonMobil, qui pourrait se compter en années, risque de repousser une partie des revenus qui n'arriveraient que sous le mandat d'un autre président que Filipe Nyusi qui théoriquement quittera le pouvoir en 2024. Cette situation n'est pas de nature à crisper le parti-État étant donné que les revenus et retombées d'affaires du secteur gaz seront, pour une partie de ses membres, de toute façon profitable et ont déjà commencé. Que la plus grosse partie des revenus ou des opportunités n'arrivent qu'en 2025 ou 2030, elle sera de toute manière captée par cette élite politique. Les membres du comité politique ont la certitude que quelles que soient les conditions difficiles de l'économie nationale dans les prochaines années, avant l'arrivée des premiers revenus significatifs, ces découvertes géantes de gaz leur donnera une sorte d'assurance-vie grâce à laquelle leur mainmise sur le pays va pouvoir se prolonger. De plus, grâce aux contrats de service et les nombreux business associés sur lesquels ils auront leur mot à dire, leurs affaires personnelles vont finir par en profiter. Pour ceux, n'ayant pas de contacts au plus haut sommet de l'État ou n'étant pas proches du Frelimo, ils auront beaucoup plus de difficulté à accéder à des marchés d'importance.

Il semble évident que malgré les difficultés économiques du pays ces dernières années, aggravées par la crise du COVID-19, le Frelimo risque de continuer dans la voie du raidissement face aux bailleurs et puissances étrangères. Le champ de la démocratie risque de se réduire à mesure que les premiers projets gaziers commenceront enfin à générer des revenus pour l'État-Frelimo.

26. *Mozambique Natural Gas Master Plan*, adopté en Conseil des ministres le 24 juin 2014, disponible sur : www.inp.gov.mz.

Le rôle des puissances extérieures dans le développement gazier

Si les aspects politiques, économiques et sécuritaires du projet gazier ont des répercussions sur les acteurs locaux, l'internationalisation des acteurs pétroliers n'est pas non plus neutre pour le Mozambique. Toutes les grandes puissances sont actuellement dans le jeu gazier mozambicain, qui concentre les plus grands projets du continent. Dans l'offshore du pays sont réunis des intérêts venant d'Italie (ENI), des États-Unis (Anadarko jusqu'en 2019 et ExxonMobil – privé – depuis 2017), de l'Inde (Bharat – privé – et ONGC – État), du Japon (Mitsui – privé), de la Chine (CNPC – État), de la Thaïlande (PTTEP – État), du Portugal (Galp – privé), de la France (Total – privé), de la Russie (Rosneft – État et intérêts privés), du Qatar (Qatar Petroleum – État), de l'Afrique du Sud (Sasol – privé) et de la Corée du Sud (Kogas – privé). Ces sociétés sont actives sur les découvertes des blocs 1 et 4, à l'exception de Rosneft et Qatar Petroleum qui sont cantonnés dans l'exploration avec ExxonMobil ainsi que de Sasol dans la production de gaz situé à Inhambane, dans le sud du pays. Ces compagnies n'ont cependant pas la même volonté de peser, soit parce que leur intérêt demeure limité, soit parce que leurs moyens ne leur permettent pas de prétendre à une réelle influence sur le processus gazier, et *a fortiori* politique ou sécuritaire au Mozambique.

Ces firmes pourraient être organisées en deux grandes catégories. D'abord celles qui n'ont pas réellement d'influence autre que pétrolière que leur confère leur participation dans les blocs (Kogas, PTTEP, Mitsui). Toutes ces sociétés ont des participations minoritaires sur les blocs 1 et 4, et n'ont pas derrière elles des États souhaitant jouer un rôle particulier au Mozambique. Si la totalité du gaz du FLNG d'ENI a été acquise par BP, les cargaisons de gaz du projet de Total auront de multiples acheteurs²⁷, principalement asiatiques comme JERA Co (Japon, JV entre Tokyo Electric Power et Chubu Electric Power, importants producteurs d'électricité dans l'archipel et premier acheteur de GNL au monde), CPC (unique importateur à Taïwan), Cnooc (Chine), Pertamina (Thaïlande),

27. « Anadarko Says to Supply Mozambique LNG to Japan's JERA, Taiwan's CPC », Reuters, 14 mai 2019.

Bharat (Inde), ou encore occidentaux : Shell (Pays-Bas) et EDF (France). La majorité de ce gaz sera ainsi dirigée vers les marchés asiatiques (ce qui explique en partie la présence de Mitsui, Kogas et PTTEP) et aussi de façon plus secondaire en Europe. Le Japon, la Corée du Sud ou la Thaïlande ne songent réellement à influencer les décisions politiques mozambicaines.

Une relation personnelle et privilégiée avec l'Inde

L'Inde qui est très impliquée *via* des investisseurs privés (Bharat) ou publics (ONGC) se trouve dans une situation intermédiaire. Elle est le premier client commercial du Mozambique. D'autre part, le président Filipe Nyusi a fait une partie de ses études universitaires en gestion en 2003 dans une école de commerce du Gujarat (Indian Institute of Management) à Ahmedabad, qui est l'État de l'actuel Premier ministre Narandra Modi. Le président mozambicain s'est d'ailleurs rendu en voyage officiel en Inde en août 2015 – Modi a fait de même en juillet 2016 –, séjour pendant lequel il a passé deux jours au Gujarat notamment pour signer des contrats de coopérations agricoles. Au début de son premier mandat, Filipe Nyusi ne parlait d'ailleurs quasiment que d'agriculture et ne semblait pas du tout passionné par les questions relatives au gaz²⁸. Si la relation entre l'Inde et le Mozambique n'a probablement jamais été aussi forte du fait de la relation personnelle des deux leaders et des liens sociaux²⁹, elle est d'autant plus soutenue que le Premier ministre de Filipe Nyusi depuis 2015, Carlos Agostinho do Rosário, connaît lui aussi parfaitement l'Inde ayant été ambassadeur à New Delhi de 2002 à 2008, période pendant laquelle les deux dirigeants mozambicains actuellement aux affaires ont appris à se connaître. Des coopérations de défense ont été mises en place avec l'Inde pour lutter contre la piraterie en 2012 après un accord signé en 2011 ou alors pour apporter de l'aide à la suite de l'ouragan Idai en mars 2019 pendant lequel près de 1 000 personnes ont perdu la vie.

28. Il a fallu attendre une grande conférence à Pemba (Cabo Delgado) le 15 août 2018 en présence des pétroliers, des organisations patronales et du président Filipe Nyusi afin que ce dernier démontre sa volonté de faire avancer au plus vite le secteur, à un an des élections de 2019. Sources : « Mozambique. Nyusi devient enfin le patron du gaz, voici pourquoi », *Africa Energy Intelligence*, 4 septembre 2018.

29. Selon les statistiques officielles indiennes, 25 000 Mozambicains sont d'origine indienne, et principalement de l'État de Gujarat. Source : « Population of Overseas Indians », ministère indien des Affaires étrangères, disponible sur : <http://mea.gov.in>.

La France cherche à renforcer ses relations tandis que l'Italie récolte les dividendes de la paix

La *major* française Total se retrouve depuis la mi-2019 en charge du projet mozambicain de GNL du bloc 1 acquis pour 3,9 Mds de \$ auprès d'Occidental Petroleum, lui-même ayant racheté Anadarko. Elle avait déjà été active dans l'exploration sur les blocs 3/6, situé au sud des permis 1 et 4, avec Petronas, puis les avait redonnés au gouvernement. Pour la France, le Mozambique n'a jamais historiquement été une priorité dans sa politique africaine. L'ambassade à Maputo est modeste, avec en moyenne trois diplomates. Cependant, du fait de la présence des îles éparses situées dans le canal du Mozambique sur lesquelles Paris maintient sa souveraineté, le Mozambique, qui ne les revendique pas explicitement, contrairement à Madagascar, a toujours été un « voisin » avec lequel il a fallu dialoguer. L'ancien président mozambicain Joaquim Chissano (1986-2005) a également été un des médiateurs de la crise politique lors du départ précipité de Marc Ravalomanana à Madagascar – ancienne colonie française – en 2009. Il y a donc des sujets politiques d'importance entre les deux pays. L'arrivée de Total change quelque peu la donne étant donné que la *major* française va devenir l'un des plus importants, sinon le premier, investisseur du pays dans les prochaines années. En 2017, la France n'était que le sixième fournisseur du Mozambique et le 16^e client³⁰. Début 2020, 570 Français étaient résidents au Mozambique, ce chiffre devrait ainsi croître rapidement. Un accord de coopération militaire a été signé en 2004 avec des exercices en commun des marines notamment. Une mission défense a même été ouverte en 2018 suite à une décision de 2017, soit bien avant l'arrivée de Total sur le bloc 1. Auparavant, les affaires de défense étaient gérées par le poste de Pretoria. Un attaché économique a également été nommé à partir de 2015.

La *major* italienne ENI, qui contrôle toujours 25 % du bloc 4, reste détenue par l'État italien à hauteur de 30 %. L'Italie a historiquement joué un rôle politique important au Mozambique, ayant été le parrain de l'accord de paix signé à Rome en 1992 pour mettre fin à la guerre civile entre le Frelimo et la Renamo. C'est la communauté de Sant'Egidio liée au Saint-Siège qui a piloté ses médiations à partir de 1991, assisté de l'homme politique italien Mario Raffaelli. Le principal négociateur côté Frelimo n'était autre qu'Armando Guebuza qui deviendra président en 2005 et ce, jusqu'en 2015. Cette médiation réussie a permis à l'Italie d'obtenir une

30. Fiches repères économiques pays, Direction de la diplomatie économique, septembre 2019, disponible sur : www.diplomatie.gouv.fr.

influence plus importante au Mozambique. Or, c'est sous Guebuza que les découvertes de gaz ont été effectuées. Dès 2012, afin de maximiser les retombées de ce gaz, Rome a d'ailleurs fait le choix de nommer un ambassadeur connaissant bien le Mozambique en la personne de Roberto Vellano. Ce dernier avait déjà été en poste à l'ambassade à Maputo entre 1991 et 1994, soit pendant et après les pourparlers de paix ce qui lui a donné un accès direct au président Guebuza. Or, Vellano qui a été très actif pour défendre les positions de son pays est resté jusqu'en 2019, soit sept années. Il est clairement devenu le plus influent et le mieux informé des ambassadeurs européens³¹. L'ambassadeur a également été très présent après la catastrophe de l'ouragan d'Idai en mars 2019 qui a entraîné d'importantes inondations. Deux avions de l'armée italienne ont ainsi été dépêchés pour apporter du matériel de secours et déployer des équipes médicales. Déjà en janvier 2014, un accord de coopération technique entre la marine italienne et mozambicaine avait été signé afin d'accélérer les coopérations³². Cela avait évidemment comme but premier de protéger les opérations d'exploration et de futur développement des gisements gaziers, menacés par l'accroissement rapide de la piraterie à cette époque venant principalement de Somalie. La piraterie dans l'Océan indien, très forte entre 2008 et 2012, a depuis lors considérablement diminué mais certaines attaques sporadiques sont encore à signaler. Les liens noués par les acteurs italiens avec Armando Guebuza depuis les accords de paix favoriseraient des contacts au niveau présidentiel. En dehors d'ENI, Saipem, sa filiale service pétrolier, a également remporté un très important contrat avec Subsea7 pour l'installation du réseau sous-marin de récupération du gaz du projet LNG piloté par ExxonMobil. Saipem est également chargé des forages de développement sur le FNLG de Coral. La nouvelle donne pour ENI est que depuis la vente de 25 % du bloc à ExxonMobil en décembre 2017, la *major* italienne n'est plus en charge des développements des trains à terre qui représenteront l'essentiel des investissements. ExxonMobil a repris le lead sur toute la partie *onshore*. ENI ne gèrera ainsi que le FLNG. Il n'y a ainsi concrètement plus le même intérêt pour les Italiens d'influencer les décisions. Ils auront davantage à cœur d'aider leur partenaire américain en cas de difficulté, grâce à leur précieux réseau sur place.

31. Entretiens à Maputo avec plusieurs ambassadeurs européens entre 2013 et 2019.

32. « Italian Warship Training Mozambican Navy », *DefenceWeb*, 20 février 2014, disponible sur : www.defenceweb.co.za.

L'influence russe dans le gaz et au-delà

Présente depuis 2018 en exploration sur les blocs A5-B (bassin d'Angoche), et Z5-C/Z5-D (bassin du delta du Zambèze), Rosneft est détenue encore à 50 % par la fédération de Russie, derrière BP (19,75 %), QH Oil Investments LLC (fonds souverain qatari, 18,93 %). Lors du sommet Russie-Afrique de Sochi le 22 août 2019, un nouveau partenariat a été noué entre Rosneft, l'Instituto Nacional de Petroleo (le régulateur pétrolier mozambicain) et l'ENH (société d'État mozambicaine) afin de permettre à Rosneft d'analyser les données de plusieurs blocs *onshore* et *offshore* sur lesquels elle pourrait décider d'investir³³. Ce dernier a été paraphé par Omar Mitha, à l'époque patron de l'ENH – et désormais conseiller à la présidence – ainsi que par Igor Setchine, le président de Rosneft. Or, Igor Setchine est très proche du président russe Vladimir Poutine et un bon connaisseur du Mozambique. Il a été interprète russe/portugais pour l'armée soviétique à Maputo de 1984 à 1986, puis en Angola jusqu'en 1988. Setchine pousse ainsi pour davantage d'investissements de son pays au Mozambique et pas uniquement dans le gaz. La Russie a des liens étroits avec le Frelimo depuis le temps de l'URSS où elle a épaulé le mouvement qui était alors marxiste pour obtenir l'indépendance. Une partie significative de l'*establishment* du parti a été formée par des Soviétiques, notamment sur le territoire tanzanien déjà indépendant depuis 1961. La dislocation de l'URSS en 1991 a par contre entraîné une baisse significative des échanges avec l'Afrique et donc avec le Mozambique.

La victoire sur les trois blocs d'exploration marque le retour de la Russie dans le pays. Des contrats de défense sont signés en janvier 2017 puis encore réaffirmés le 22 août 2019 à Sochi après une visite du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov le 7 mars 2018. Ces accords ont notamment permis l'arrivée de forces russes dans la région gazière de Cabo Delgado³⁴. Cependant, les échanges économiques restent encore bien modestes : 115 millions de \$ en 2018³⁵. La venue de Filipe Nyusi à Moscou en août 2018 arrivait 31 ans après le dernier voyage d'un président mozambicain Joaquim Chissano à Moscou en 1987. La Russie a une très bonne relation avec le pouvoir, l'ambassadeur russe à Maputo, Alexander Surikov, a félicité dès le 21 octobre 2019 Filipe Nyusi pour sa réélection alors que sa victoire n'a été confirmée par la Comissão Nacional de Eleições

33. « Rosneft Keen on Expanding Mozambique Portfolio, CEO Sechin Says », *Offshore Energy*, 23 août 2019, disponible sur : www.offshore-energy.biz.

34. Sur les relations Mozambique-Russie voir : T. Coloma, « La diplomatie économique-sécuritaire russe au Mozambique », *Notes de l'Ifri*, Ifri, mai 2020, disponible sur : www.ifri.org.

35. « Mozambique Embraces Russia's Investment Efforts », *IDN-DepthNews*, 24 août 2019, disponible sur : www.indepthnews.net.

(CNE) que le 30 octobre. Arrivé en 2019 à Maputo, Surikov a été précédemment l'ambassadeur russe en Biélorussie pendant 12 ans. Il est ainsi assigné à des missions dans les pays amis à la Russie où il peut jouer un rôle de premier plan et être reçu sans difficulté au plus haut sommet de l'État.

La rivalité sino-américaine se retrouve à Cabo Delgado

ExxonMobil sera dans un futur proche, avec Total, l'investisseur étranger le plus engagé financièrement au Mozambique. Son acquisition de 25 % du bloc 4 n'a pas encore conduit à une décision finale d'investissement mais le programme de développement a été validé par les autorités mozambicaines en 2019. Les États-Unis sont déjà très impliqués dans l'affaire des dettes cachées et Washington est déterminé à ce qu'un certain nombre de protagonistes de l'affaire comme l'ancien ministre des Finances Manuel Chang, soient jugés. Dans l'optique de financer son projet de deux trains GNL à Afungi, ExxonMobil a demandé un prêt de 1,85 Mds de \$ à l'Export-Import Bank (EximBank) américaine avec comme objectif de se fournir pour un montant similaire en équipements produits aux États-Unis. L'Exim Bank a annoncé en juin 2019 devoir mener une étude approfondie avant de se prononcer³⁶.

En février 2020, ExxonMobil a finalement décidé de retirer sa demande auprès de l'EximBank. Si la *major* américaine n'a pas commenté cette décision soudaine, il semble évident que la présence de la *major* chinoise CNPC sur le bloc d'ExxonMobil a empêché toute possibilité d'aide américaine. L'administration de Donald Trump refuse toute aide extérieure à des projets qui pourraient directement ou même indirectement profiter à des firmes chinoises³⁷. Quant au projet de Mozambique LNG (bloc 1) désormais dans les mains de Total, il bénéficie d'un prêt de 5 Mds de \$ octroyé par la même EximBank américaine à la fin 2019. Cette dernière avait instruit cette demande lorsqu'Anadarko – société américaine – était encore propriétaire des 26,5 % désormais dans les mains de Total. Comme aucune société chinoise n'est présente sur le bloc 1, ce prêt n'a pas été annulé lors de l'arrivée des Français. Il a juste été amendé en mai 2020 et ramené à 4,7 Mds de \$.

36. « Mozambique. ExxonMobil fait les yeux doux à l'EximBank pour se financer », *Africa Energy Intelligence*, n° 843, 25 juin 2019.

37. « ExxonMobil Aborts Rovuma's US Exim Bank Loan Bid », *Upstream*, 12 mars 2020, disponible sur : www.upstreamonline.com.

Tout comme la Russie, la Chine est un partenaire historique du Mozambique. Les relations entre partis au pouvoir, PCC et Frelimo, sont très fortes. Le PCC a, dès les années 1960, reçu du soutien diplomatique et aussi militaire de la Chine communiste en vue de l'indépendance³⁸. Après cette dernière acquise et durant la guerre civile, cette coopération s'est encore accrue avec l'officialisation en avril 1977 (3^e congrès) de la filiation marxiste du Frelimo. La visite du président chinois à Maputo, Ju Jintao, en 2007 a considérablement accéléré la coopération et accru les échanges. En juin 2019, le président Filipe Nyusi s'est rendu en Chine où il a notamment rencontré son homologue mais aussi Xu Qiliang, le vice-président de la Commission centrale militaire de Chine. La coopération militaire existe donc bien. Encore début janvier 2020, le secrétaire général du Frelimo, Roque Silva Samuel, était reçu à Pékin par Huang Kunming, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois (PCC). La Chine importe des grumes mozambicaines, un peu de poisson mais a surtout réalisé de très importantes infrastructures *via* des prêts ou des dons. Elle a par exemple construit des bâtiments officiels comme celui de l'Assemblée nationale, du ministère de la Justice, l'aéroport de Maputo ou encore le Joaquim Chissano Conference Centre. La Chine a également financé et construit la plus coûteuse infrastructure du Mozambique depuis son indépendance avec le pont de Maputo-Catembe : 785 millions de \$, achevée en 2018. Mais la période actuelle risque d'être plus difficile à négocier avec un Mozambique qui n'aura pas les moyens de rembourser tous ses prêts à la Chine, avec laquelle elle est partenaire de la Belt and Road Initiative³⁹. Cette dernière pouvant éventuellement revoir le niveau de ses investissements à la baisse en attendant des revenus importants du gaz à la fin de la décennie. Filipe Nyusi, comme ses prédécesseurs, est à l'aise avec la Chine qui ne demande pas de transparence ou de démocratisation du régime.

Le rôle omniprésent mais en déclin de l'Afrique du Sud

Il serait inconcevable de parler de relations entre le Mozambique et l'extérieur sans évoquer le voisin immédiat et toujours aussi dominant dans l'économie : l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud tend à voir son statut évoluer alors que Maputo diversifie ses partenariats économiques afin de ne plus dépendre de son puissant voisin. De plus, le rôle de l'Afrique du Sud dans l'affaire des dettes cachées de 2013 allant jusqu'à incarcérer

38. Afin d'approfondir la relation Chine-Mozambique voir : C. Alden et S. Chichava, *China and Mozambique: From Comrades to Capitalists*, Johannesburg, Jacana Media, 2014.

39. Plusieurs projets sont financés *via* l'initiative BRI tel que le pont Maputo-Katembe.

l'ancien ministre des Finances Manuel Chang a contribué à attiser la suspicion de Filipe Nyusi face à Cyril Ramaphosa, considéré comme trop influencé par l'Occident et les États-Unis en particulier.

Plus d'un quart des importations du Mozambique venaient d'Afrique du Sud en 2018 (la Chine est en 2^e position avec seulement 11 %). De même pour les exportations, la relation est forte grâce à l'électricité (le barrage de Cahora Bassa est relié à l'Afrique du Sud par ligne à haute tension) et le gaz de Pande et Temane qui est transporté via le gazoduc vers Secunda. Cependant, l'Afrique du Sud n'arrive qu'en troisième position en termes d'exportations mozambicaines (12 %) derrière l'Inde (27 %) et les Pays-Bas (17 %) ⁴⁰. Si la société sud-africaine Sasol exploite depuis 2004 la totalité du gaz produit dans le pays, elle n'a aucune participation dans les blocs 1 et 4 dans lesquels les réserves du nord du pays sont localisées. De plus, elle a commencé son désengagement avec la vente de ses parts dans le gazoduc entre ses gisements et l'Afrique du Sud ⁴¹. Sasol a par contre remporté un nouveau bloc, PT5-C, lors de l'appel d'offres de 2015, situé à proximité de ses gisements en production dans la province d'Inhambane.

Dans les travaux préparatoires du *Gas Master Plan* de 2012 financé par la Banque mondiale et validé en partie en 2014 par le gouvernement, un gazoduc était évoqué afin d'exporter le gaz de Cabo Delgado en Afrique du Sud ; l'hypothèse d'un transport par GNL était également envisagée ⁴². Cependant, depuis lors, malgré un vif intérêt de l'Afrique du Sud pour renforcer le rôle du gaz dans son secteur électrique, aucun accord d'achat ne venant d'Afrique du Sud n'a été signé, que ce soit pour le FNLG d'ENI ou encore grâce aux deux premiers trains de Total. Raison de ce manque d'appétit dans le lancement de projets régionaux de transport de gaz : l'Afrique du Sud est en crise économique et politique structurelle depuis les dernières années de la présidence de Jacob Zuma, parti du pouvoir en 2018. Le projet d'importer du GNL en Afrique du Sud est ancien mais ne s'est jamais matérialisé. Déjà en 2008, le président Thabo Mbeki s'est rendu au Qatar pour discuter d'achat de GNL ⁴³ qui aurait été réceptionné *via* une barge de regazéification (FRSU) à Mosel Bay. Cela n'a jamais abouti. Plusieurs autres négociations similaires ont échoué avec le Qatar. Pendant ce temps, l'Afrique du Sud a privilégié les lancements, au milieu des années 2000, de projets géants de centrales au charbon comme Kusile et Medupi (4 800 MW chacune). L'un des freins au développement du gaz en Afrique du Sud est qu'il n'existe pas de réseau de distribution et que ce

40. Les chiffres sont issus du site de l'Institut mozambicain des statistiques : www.ine.gov.mz.

41. « Sasol to Sell Stakes in Mozambique Pipeline, Power Plant », Reuters, 26 juin 2020.

42. « The Future of Natural Gas in Mozambique: Towards a Gas Master Plan », *ICF International*, pour la Banque mondiale et le gouvernement du Mozambique, p. 9, 20 décembre 2012.

43. « Afrique du Sud. Alliance gazière avec Doha », *Africa Energy Intelligence*, 20 mai 2008.

dernier coûterait des milliards de \$ à construire. Le président actuel, Cyril Ramaphosa, a lancé un programme d'investissement de 100 Mds de \$ lors de son arrivée aux affaires⁴⁴. Une partie de ce plan consistait à construire des gazoducs en vue d'amener de l'énergie aux centres industriels voire aux populations urbaines et négocier des contrats d'approvisionnement en GNL. Pour le moment, rien n'a été acté en matière de gaz. L'Afrique du Sud compte également sur les résultats des explorations dans son offshore. En février 2019, Total a découvert du gaz sur le bloc 11B/12B et devrait forer d'autres puits courant 2020-2021 en fonction des développements de l'épidémie du COVID-19. D'autres compagnies comme ExxonMobil, Equinor et Shell ont pris des participations dans l'*offshore* sud-africain ces dernières années, sans avoir encore pu forer. Les conditions de production ne seront pas aisées et les ressources possibles sont encore très mal connues.

44. « South Africa Appoints New Envoys in Drive to Raise \$100 Billion », *Bloomberg*, 4 novembre 2019.

Conclusion

L'euphorie de la communauté gazière au Mozambique au début des années 2010 faisant suite à la multitude des découvertes d'Anadarko et ENI a laissé place à des préoccupations grandissantes. Cela s'explique notamment par les enjeux sécuritaires particulièrement inquiétants dans la région de Cabo Delgado où seront situées les futures infrastructures de liquéfaction ainsi que toute la logistique du développement *offshore*. Le durcissement du régime Frelimo et les conséquences du repli du parti sur lui-même à la suite de la crise des dettes cachées ne sont pas vraiment un motif sérieux d'inquiétude pour les pétroliers qui ont l'habitude de traiter avec des régimes autoritaires où la transparence n'est pas de mise.

C'est davantage un défi pour les pays occidentaux, habitués à s'ingérer dans les affaires internes grâce au financement direct du budget *via* les bailleurs internationaux, et qui sont confrontés à une perte d'influence. Le Frelimo – qui se confond avec le Mozambique depuis l'indépendance – a clairement utilisé la carte du gaz pour s'émanciper de la tutelle des bailleurs traditionnels. La période actuelle, qui risque de durer encore jusqu'à la fin de la décennie est difficile, car l'endettement du pays n'a jamais été aussi fort et les revenus du gaz vont prendre de longues années à se traduire par des afflux massifs dans les caisses de l'État.

Le Frelimo doit ainsi faire le dos rond en espérant ne pas perdre ce qu'il a gagné en assurance et en souveraineté – certains diront en arrogance – dans les prochaines années, tant la situation économique est préoccupante. La façon dont se sont déroulées les élections de 2019 est un signe évident que les dirigeants du pays, Filipe Nyusi en tête, ne reculent devant rien, pour affirmer la prééminence du parti sur toutes les décisions de l'État. La faible marge de manœuvre des partis d'opposition, Renamo et MDM, qui n'ont que très peu de cadres bien formés et peu de moyens d'occuper l'espace public, renforce encore le parti État qui n'hésite pas à employer la manière forte lors des campagnes électorales pour intimider les militants de ces autres formations politiques. Les découvertes de gaz de Cabo Delgado sont si importantes qu'il semble improbable que seuls les projets FLNG d'ENI et les deux trains de Total soient lancés.

Quant aux trains d'ExxonMobil ou ceux envisagés ultérieurement (une dizaine au total), leur construction sera certainement beaucoup plus espacée dans le temps, entraînant ainsi des revenus allant *crescendo* de

façon extrêmement progressive. Le rythme sera également influencé par la gestion des enjeux sécuritaires à Cabo Delgado. La crise du COVID-19 aura également joué un rôle dans la décision d'ExxonMobil de repousser encore de plusieurs mois une décision d'investissement déjà mal engagée du fait des questions de coût et de confiance dans la stratégie sécuritaire des autorités mozambicaines.

Le développement du gaz au Mozambique peut cependant compter sur des éléments rassurants. Le parti aux affaires depuis 1975 est résolument pro-business, il n'hésitera pas à passer des compromis afin de sauver des projets. Les compagnies en charge des projets sont les plus expérimentées au monde en termes technologique et de gestion des enjeux sécuritaires. Enfin, les partenaires sur les blocs viennent en partie des pays qui sont des importateurs importants de GNL (Inde, Japon, Chine, Thaïlande) dont certains se sont engagés par des contrats sur le long terme d'achat (projet de Total : 11 mt pré-vendues sur plus de dix ans sur les 12,9 mt totales qui seront produites).

Certains pays comme la France, les États-Unis, l'Italie vont renforcer leur présence dans le pays dans les prochaines années. Certains autres comme la Chine, la Russie ou l'Inde ont déjà une forte présence depuis plus longtemps et comptent utiliser leurs investissements dans le gaz pour renforcer encore cette avance. Les Sud-Africains, tout-puissants de par leur proximité géographique, seront peu impliqués dans ce développement qui ne devrait pas vraiment leur bénéficier mais qui pourrait favoriser un rééquilibrage avec un Mozambique qui s'affirme davantage régionalement, ce dernier étant devenu une sorte de *hotspot* des investissements en Afrique grâce à ces découvertes gazières. Si les grandes puissances joueront des coudes pour gagner des marchés, il paraît en revanche peu probable qu'elles réussissent à influencer la prise de décision dans un pays à parti État où les conflits – guerre d'indépendance puis guerre civile – ont cimenté la relation entre ses dirigeants.

Le changement viendra peut-être de l'avènement d'une nouvelle génération qui n'a pas connu la période coloniale et qui aspire à un autre fonctionnement que celui ultra-centralisé que le Frelimo propose depuis 45 ans maintenant. Cependant, cette nouvelle génération au sein du Frelimo a encore du mal à proposer un autre modèle étant donné la reproduction de lignées familiales au sein du parti, peu propice à favoriser les virages idéologiques ou porteurs d'un nouveau fonctionnement par rapport à leurs parents, actuellement ou encore jusqu'à peu, aux affaires.



Institut français
des relations
internationales